



**Montreuil, le 4 février 2019**

**Monsieur Bruno LE MAIRE  
Ministre de l'Economie et des Finances  
139 rue de Bercy  
75012 PARIS**

**Copie Groupe BPCE**

Monsieur le ministre,

Le 13 juillet 2018 nous vous avons interpellé sur le démantèlement du Crédit Foncier, après avoir interpellé Monsieur Mignon le 2 juillet.

Le 6 août vous nous avez répondu qu'il fallait faire confiance au dialogue social au sein du groupe BPCE. À ce jour Monsieur Mignon n'a toujours pas daigné nous répondre.

La semaine dernière, les 1284 salariés concernés par les suppressions de poste, ont reçu leurs courriers de nouvelles affectations dans le groupe. Ils doivent répondre dans les trente jours. Nombre d'entre eux se voient proposer des postes éloignés, en dessous de leurs classifications actuelles, sans rapport avec leurs qualifications et compétences acquises au crédit foncier comme notamment les directeurs et directrices d'agence.

De plus l'avenir professionnel des 600 salariés qui sont amenés à rester au Crédit Foncier reste très incertain comme le démontre la dégradation nette des conditions de travail.

Nous sommes également très inquiets concernant les salariés des agences franchisées : ils ont été les oubliés des accords signés par certaines organisations syndicales.

Nous réitérons notre demande d'intervention de votre part pour le respect d'un reclassement à classification égale et afin que personne ne reste sur le bord de la route dans un groupe BPCE qui est vraiment très loin d'être en difficulté !

Nous vous prions d'agréer Monsieur le Ministre, nos respectueuses salutations.

**Valérie LEFEBVRE HAUSSMANN  
Secrétaire Générale FSPBA CGT**

**Alexandre DERIGNY  
Secrétaire Général Finances CGT**

263 rue de Paris -93515 Montreuil Cedex  
Fédération des Finances CGT-case 540-[contact@cgffinances.fr](mailto:contact@cgffinances.fr)  
Fédération des Syndicats des Personnels  
des Banques et Assurances CGT -case 537-[fspba@cgt.fr](mailto:fspba@cgt.fr)